15 octobre 2021

Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 9 juin 2021 en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire pour un montant de 263 317 francs destiné à financer la participation de la Ville de Genève au projet d'Exposition nationale Nexpo pour la période de consolidation dès 2021.

Rapport de M^{me} Laurence Corpataux.

Cette motion a été renvoyée à la commission des finances lors de la séance plénière du Conseil municipal du 28 juin 2021. Elle a été traitée le 29 septembre 2021, sous la présidence de M^{me} Brigitte Studer. Les notes de séances ont été prises par M. Xavier Stern, que la rapporteuse remercie pour la qualité de son travail.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre d) de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire pour un montant de 263 317 francs destiné à financer la participation de la Ville de Genève au projet d'exposition nationale Nexpo pour la période 2021-2023.

Art. 2. – Les charges supplémentaires prévues à l'article premier seront couvertes par des économies équivalentes de charges ou par de nouveaux produits dans le budget de fonctionnement 2021 de la Ville de Genève.

Art. 3. – Les charges prévues à l'article premier seront imputées aux comptes budgétaires 2021 du Service des relations extérieures, cellule d'imputation A004, politique publique 59, sur le groupe de compte 36.

Séance du 29 septembre 2021

Audition de M. Sami Kanaan, conseiller administratif en charge du département de la culture et de la transition numérique (DCTN), accompagné de M^{me} Vanessa Mengel, cheffe de projets au Service des relations extérieures et de la communication (SREC), et de M^{me} Christina Hanke, directrice commerciale de Nexpo

M. Kanaan explique que la Suisse est un des seuls pays au monde à faire régulièrement des expositions nationales. C'est une sorte d'histoire commune de la Suisse, de se dire qu'environ une fois par génération on essaie de faire un événement qui fédère le pays, qui aborde les sujets du moment, etc. La première a été faite en 1883 à Zurich, ensuite 1896 à Genève, 1914 à Berne, 1939 à Zurich, 1964 à Lausanne. L'exposition des Trois-Lacs de 2002 est la plus récente et a été soutenue par la Confédération.

Les expositions nationales sont un événement à dimension nationale avec un cofinancement public. Il n'y a pas de but légal précis. L'objectif est d'aborder les enjeux de la période, de valoriser les compétences, les idées et les talents du pays. Pour l'exposition de 2002, lors de l'appel à projets de la Confédération, un projet genevois a été déposé, cependant c'est le projet des Trois-Lacs qui a finalement été privilégié.

Il n'y a pas de règle quant à sa temporalité (c'est souvent tous les vingt-cinq à trente ans), ni sur comment elle se fait. Des gens commencent à travailler dessus et c'est comme cela se passe. Nexpo est une idée qui émane d'un sous-groupe de comité de l'Union des villes suisses (UVS) composé des 10 plus grandes villes du pays (Genève, Zurich, Berne, Bâle, Winterthur, Lugano, Lucerne, Saint-Gall, Lugano et Bienne). La maire de Zurich a proposé de travailler sur l'idée d'exposition nationale. A ce jour, pour les villes membres de Nexpo, il y a les 10 villes fondatrices ainsi que 11 membres supplémentaires. Le groupe a réfléchi sur la valorisation de la diversité urbaine, sociale et culturelle du pays dans le but de travailler autour de l'enjeu des villes qui sont des moteurs économiques, d'innovations, où l'on retrouve les enjeux climatiques et sociaux. Les villes sont aux premières loges, par leur taille et leur réalité, pour de nombreux enjeux tels que l'urgence climatique, la manière dont on fait la société, la cohésion sociale, la participation des citoyennes et citoyens, etc.

L'exposition nationale peut être une phase de relance post-Covid et l'occasion de resserrer les liens du pays, après le fossé ville-campagne qui s'est vu dans les votations du 13 juin. Leur différence se voit à travers l'idée d'une exposition décentralisée avec des projets qui auraient lieu dans toute la Suisse, dans les 21 communes et villes membres ainsi que dans des villages comme Saas-Fee ou Grindelwald et non pas dans une seule région ou ville.

A moyen terme, l'idée est d'avoir une représentation dans presque chaque canton ainsi qu'un mélange équilibré entre les grandes et petites villes ainsi que

les villages de montagne pour refléter la diversité de la Suisse. Ce n'est donc pas un projet purement citoyen. Pour le thème de l'exposition, il s'agit du «vivre-ensemble au XXI^e siècle». Au sein de ce thème, il y a trois points forts: l'innovation, la participation et l'environnement. Au niveau de l'innovation, ce sont des thèmes comme la digitalisation, les avancées médicales, etc. Le thème de la participation est plutôt lié au vivre-ensemble avec des minorités, la participation des jeunes au processus démocratique, la diversité des sexes et des origines, etc. Quant à l'environnement, c'est pris au sens large, donc c'est comment on veut habiter dans le futur, comment on veut se déplacer, etc. Chacune des 10 villes fondatrices a choisi un thème sur lequel communiquer. Zurich a choisi le thème du climat, Berne la participation politique, Lausanne le sport, Saint-Gall le savoir, et Genève a choisi le thème de la Genève internationale. Ce thème comprend notamment les droits humains, les enjeux climatiques qui pourront tous être mis en scène dans le cadre de la Genève internationale. Cela impliquera une coopération avec les organisations internationales, les organisations non gouvernementales (ONG), etc. Dans les premières idées discutées avec les autres villes, il y a l'archive européenne de l'internet qui s'installera à Saint-Gall. C'est une sorte de bibliothèque internet où l'on garde des sites web pour les prochaines générations. Autour de cela, il y a toute une réflexion sur ce que l'on veut garder et transmettre; est-ce que c'est quelque chose qui sera mis en place à la place des bibliothèques, sur leur rôle dans les procès juridiques, par exemple? Donc dans le cadre la Nexpo, ce serait mettre en place un centre de visiteurs par rapport à cette archive. Autres exemples: faire quelque chose en montagne sur le recul des glaciers, des ateliers itinérants faisant le tour des différentes villes, demander aux enfants de s'exprimer sur leur vision du futur à travers différents moyens tels que la photographie ou le film.

Cette crise du Covid a amené de nombreuses questions sur la vie quotidienne, sur comment on veut travailler dans le futur, sur la digitalisation des écoles, toute la question de la solidarité entre les générations, etc. A travers les projets, Nexpo veut thématiser ces questions, faire réfléchir et discuter les gens sur comment vivre ensemble dans le futur.

L'idée est de lancer peu à peu des projets, dont un certain nombre vont rester en place en tant que nouveaux emblèmes de la Suisse et non de mettre en place des grands pavillons qui seront détruits après six mois, car le but est d'amener une plus-value économique et touristique aux endroits où auront lieu ces projets après l'exposition. Ce qui les différencie d'autres projets, c'est aussi le côté participatif: la population pourrait soumettre des projets et être impliquée dans les choix. Le groupe-cible principal, c'est chaque habitant et habitante de Suisse ainsi que les touristes venant de l'étranger.

Leur vision est que la prochaine exposition soit très différente de ce qui s'est fait dans le passé. Le côté durable est au cœur du projet; le changement climatique ou la biodiversité seront des thèmes importants. Le côté durable qui devrait

se refléter au niveau de la mobilité entre les différents endroits. Ils vont y travailler avec les Chemins de fer fédéraux (CFF), et aussi avec Suissemobile pour mettre en place des itinéraires à vélo, et ainsi promouvoir ce tourisme durable. L'idée est d'aller dans des structures existantes et non de construire des grands pavillons comme cela a été le cas pour Expo.02. Cela peut être des halles industrielles non utilisées, des bâtiments historiques, des coopérations avec des musées ou des galeries ou des projets ayant lieu dehors. Finalement, l'idée n'est pas que cela ait lieu qu'une saison mais que des projets soient lancés avant avec un point fort en 2028, et qu'une partie reste après.

Il y a aussi des bénéfices économiques, notamment pour les secteurs qui ont le plus souffert de la pandémie, comme l'hôtellerie, la restauration, la culture ou l'événementiel et le tourisme. Ils sont en contact étroit avec Suisse Tourisme qui essaie de faire revenir les Européens en Suisse. Ils cherchent vraiment à encourager la découverte de la Suisse par ses propres habitants et, par ce tourisme national, renforcer la cohésion de la Suisse, qui est une nation basée sur la volonté d'être ensemble et non pas sur une langue ou des origines communes.

La participation à cette exposition vise également à renforcer la cohésion entre les différentes régions de Suisse et l'image positive de la Suisse à l'étranger. En termes de retombées économiques, il y a deux points de référence: le premier est Expo.02 qui a accueilli 10 millions de visiteurs, ce qui a amené 1,4 million de nuitées supplémentaires dans la région, et une grande plus-value économique de près de 2,5 milliards de francs, d'après une étude de l'Université de Neuchâtel. L'autre point de référence, ce sont les capitales culturelles européennes. Deux d'entre elles ont aussi eu un concept de décentralisation: Liverpool, où il y avait eu des projets culturels dans toute la région de la Merseyside ainsi que la région de la Ruhr en Allemagne, qui est une région très industrielle. Les deux ont connu un impact économique clair et important sur la région.

Pour l'instant, le Conseil fédéral ne s'est pas déterminé sur la volonté d'une exposition et la manière de la faire. Au niveau fédéral, c'est le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) qui est en charge des expositions. C'est donc le département de M. Parmelin qui devrait définir la manière de faire.

D'autres entités esquissent des projets qui peuvent être concurrents. Cependant, un courrier commun a récemment été adressé au Conseil fédéral et à la Confédération des gouvernements cantonaux, expliquant qu'il faudrait que le Conseil fédéral se détermine sur un appel à projets d'ici 2023. Le Conseil fédéral devrait faire un point de situation avant la fin de l'année pour probablement dire oui.

Le financement est en phase de consolidation. Le but est de mettre en place la candidature auprès de la Confédération pour 2023. A ce stade, le financement est assuré à 100% par les communes de la Nexpo. Ils espèrent que d'ici 2023 la Confédération prenne une décision et paie 50% des frais. L'objectif est d'avoir

un budget beaucoup plus modeste qu'Expo.02 dont 22% devrait venir des Cantons et 20% de sponsors privés. Les feedbacks des entreprises contactées sont très positifs, beaucoup sont très ouverts à une présence à une prochaine exposition. Ensuite, il reste 6,5% de financement par les communes membres et une petite partie provenant de la vente de billets. A ce stade, tous les membres fondateurs ont approuvé le financement de la phase de consolidation, excepté Lausanne et Genève. Berne a pour l'instant approuvé 50%. Cet argent sert surtout à préparer la candidature pour la Confédération.

A ce jour, Nexpo représente deux équivalents temps plein (ETP), M^{me} Hanke est en charge de toute l'organisation stratégique, économique et administrative, et deux codirecteurs s'occupent de l'aspect artistique et curatorial. Ils se chargent de la communication car il faut enthousiasmer la population pour la prochaine exposition nationale; des événements sont faits dans ce but ainsi que la recherche de partenariats, car il faudra démontrer à la Confédération que l'objectif est une collaboration entre les villes membres, les entreprises, l'économie et la société civile. L'équipe soutient aussi les membres qui souhaiteraient mettre en place un projet pionnier avant la décision de la Confédération, et qui sert d'étude de cas. Genève pourrait le mettre en place si elle le souhaite. Pour le financement des projets pionniers, il y a des fonds externes. Nexpo pourra aider la Ville à chercher un financement, auprès de fondations ou d'entreprises. Les projets qui feront partie de Nexpo seront financés à 100% par Nexpo. En ce qui concerne les projets pionniers, il faudrait choisir un thème sur lequel communiquer, un endroit qui s'y prêterait, ensuite les directeurs artistiques viendraient travailler avec Genève sur le projet qui pourrait avoir lieu. C'est très important que Genève, en tant que deuxième ville du pays, participe à cette discussion du vivre-ensemble au XXI^e siècle. Ce serait un enrichissement culturel pour la population, si le contenu s'adresse à un public très large. Il y aurait évidemment des retombées économiques et touristiques durables. Le but serait que les gens découvrent Genève et y retournent. Le projet s'inscrit dans les objectifs stratégiques de la Ville dont un des objectifs est de promouvoir la participation par toutes les catégories de la population. Il y a également le soutien à l'économie de proximité, la valorisation de l'économie culturelle, le développement du tourisme durable, la consolidation de l'engagement de Genève dans les réseaux des villes ou encore mieux développer la Genève internationale.

Les prochaines étapes sont d'inclure plus de villages, comme des stations touristiques de montagne, la recherche de partenariats et, à partir de l'année prochaine, lorsque les premiers projets pionniers seront mis en place, la rédaction de la candidature. Le dossier devrait être soumis à la Confédération en 2023, après l'avoir présenté à la conférence des Cantons. Le feu vert de la Confédération est espéré pour en 2023 pour commencer la planification en 2024.

Au niveau du financement, le récapitulatif des différentes phases se trouve en page 5 de la proposition. La phase actuelle est celle de la fondation, phase où il y

a un élargissement aux Cantons. Lors des deux phases précédentes, les villes ont assuré elles-mêmes les contributions. Pour la Ville cela s'est fait sur les budgets existants de fonctionnement, notamment sur celui du SREC. La somme était de 50 000 francs par année, puis 70 000 francs par année. Le montant pour lequel le Conseil municipal est sollicité actuellement couvre une période de deux ans et demi. Il s'agit d'une contribution à un projet, ensuite l'association Nexpo gère ses fonds en fonction des entrées de trésorerie. Un acompte sur le budget du SREC a déjà été fait, mais pour une telle somme ce n'est pas possible. Ils auraient pu continuer à bricoler des contributions annuelles sur les budgets existants, mais le magistrat trouvait important de pouvoir en discuter et de permettre au Conseil municipal de prendre connaissance de ce projet. Les autres villes ont des mécanismes de financement plus autonomes que Genève. Ils peuvent faire des crédits d'engagements étalés sur plusieurs exercices budgétaires.

Selon les Cantons, la participation au projet d'exposition nationale est plus ou moins facile. Par exemple, Bâle-Ville fait partie du groupe en tant que ville, mais est aussi dans le projet avec Soleure et Argovie en tant que Canton. Pour le Conseil d'Etat zurichois c'est similaire, avec ce projet à Dübendorf. Du côté romand il n'y a pas de projet concurrent, mais il faut aussi réveiller un intérêt. La question a été évoquée avec les magistrats qui représentent Vaud et Genève à la conférence des Cantons. Pour Genève c'est M. Dal Busco et pour Vaud c'est M. Broulis, qui sont d'accord a priori pour discuter d'une stratégie lémanique, qui est une des régions les plus dynamiques du pays, et de coordonner une présence lémanique dans un projet d'exposition. La grande force de Nexpo est de couvrir tout le pays avec l'échelon institutionnel le plus bas, les communes, contrairement aux autres projets. C'est vraiment l'occasion d'accélérer l'innovation nécessaire dans le pays pour aborder les grands enjeux que sont notamment le vieillissement, l'urgence climatique, d'échanger les idées et les bonnes pratiques ainsi que de les faire circuler.

Questions-réponses

Le côté décentralisé peut-il être perçu comme un éparpillement ou une dilution?

Mettre l'accent très fort sur le monde urbain ne risque-t-il pas de mettre en péril un équilibre fragile de la Suisse qui est faite de 80% de zones rurales?

L'idée est de s'adresser à un public large. Deux choses garantiront le fil rouge: le contenu, car la thématique va vraiment être le vivre-ensemble au XXI^e siècle, ainsi que la mise en place des itinéraires allant d'un projet à l'autre, de propositions de visites pour un week-end ou une semaine de vacances en Suisse, qui est déjà discuté avec Suisse Tourisme. Il est prévu de travailler avec les CFF et Suissemobile, pour la communication au groupe-cible. Les villes ont inventé le concept de Nexpo, cependant le but n'est pas que ce soit une exposition des villes

uniquement. C'est pour cela que des communes plus rurales comme Grindelwald ou Saas-Fee sont invitées à les rejoindre. Des communes en Engadine ont postulé, ce qui est important puisque cela permettrait de représenter les quatre langues nationales. De plus, ils ont passablement de contacts avec d'autres communes beaucoup plus rurales.

Quel est l'atout de Nexpo par rapport aux autres projets, où l'on retrouve également les problématiques de notre époque?

Il y a trois autres projets:

- Svizra 27 est le seul qui a un véritable financement pour l'instant. Il propose une exposition beaucoup plus traditionnelle sur le thème de l'argent et du travail dans une région, avec des nouvelles constructions et des pavillons;
- X-27 a des thèmes similaires à Nexpo sans mettre en avant le côté touristique. Leur idée est plutôt de soutenir des projets sociaux, d'échanger des idées, sans tellement donner à la population de visiter ces projets. Ils n'ont pas encore de financement, donc ils ont demandé si un rapprochement était possible;
- Muntagna vise les montagnes dans les cantons des Grisons, du Valais, à Uri et éventuellement au Tessin et à Berne. Pour l'instant ils n'ont pas de financement. Une coopération avec eux doit être discutée. Ce serait un bon contrepois d'avoir les montagnes incluses dans le projet.

Pour le moment, les Cantons disent qu'ils donneront de l'argent lorsque le Confédération aura donné le feu vert.

Pour quelle raison le sujet de la mobilité est-il absent?

La mobilité douce et la durabilité de transports sont centrales puisque l'idée est que les gens se déplacent entre les sites. Ils veulent encourager la visite en train ou à vélo. Des partenariats avec les CFF sont envisagés sur ce thème. Les thèmes à chaque ville seraient la mobilité dont celle du futur en Suisse tout en restant socialement ou écologiquement compatible ainsi que le numérique car les villes sont aussi aux premières loges de la réalité du numérique, au sens de l'inclusion et de l'éthique numérique.

Ont-ils l'intention de faire travailler les organisations internationales, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID)?

Chaque ville est en train de réfléchir à un thème spécifique. La Genève internationale n'est pas un choix totalement définitif. L'idée serait de voir ce que cela signifie, y compris dans sa composante moins gouvernementale, avec les ONG, les institutions académiques, la société civile au sens large, et l'interaction entre la diversité culturelle de la population genevoise et de la Genève

internationale. Une fois choisi, chaque thème devra être vendu de manière à accueillir les gens, et pour cela il y aura un appel à des artistes, des curateurs ou des scientifiques.

Ne faudrait-il pas en rester à des problèmes plus standards?

Le côté décentralisé est une chance car, selon l'exemple des capitales culturelles européennes, ce sont les villes qui ont mis un concept plus décentralisé qui ont eu le plus de visiteurs. Ils ne voient pas vraiment cela comme un problème. Depuis quelques années, ils ont développé un sondage appelé Nexplorer basé sur le sondage Gulliver fait à l'époque de l'exposition de Lausanne en 1964 qui posait des questions provocatrices. Ce sondage est disponible en ligne, et sera utilisé dans le choix des sujets mis en scène dans le cadre de la Nexpo.

L'aspect éthique des collaborations, notamment avec le monde privé, a-t-il été réfléchi (référence au pavillon suisse à l'exposition de Dubaï financé par une entreprise du tabac)?

M. Kanaan explique qu'il n'y a pas de science exacte à ce niveau. Il est clair que pour le tabac c'est non. En même temps il faut être pragmatique car beaucoup de projets ne se feraient pas s'il fallait être totalement intransigeant là-dessus. Un code de déontologie a été élaboré pour être transparent sur la nature du partenariat et des contreparties ainsi que pour mieux distinguer entre mécénat et sponsoring et être attentif à l'identité du partenaire et à son champ d'activité, etc. La Ville de Genève a participé deux fois à une exposition universelle. Un pavillon avait été fait avec Bâle et Zurich à l'exposition universelle de Shanghai. Ils avaient trouvé des sponsors acceptables, puis au sein du pavillon suisse à Milan. Par contre, la Ville n'est pas allée à Dubaï car c'était tellement hors sol et artificiel en soi que cela avait été éliminé. L'idée est pour l'instant de revenir en Suisse. Nexpo se base sur le guide mis en place par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) qui guide le choix de sponsors ne constituant pas un risque réputationnel pour des événements officiels que la Suisse met en place à l'étranger. Pour Nexpo, cela sera plutôt des grandes entreprises basées en Suisse.

Existe-t-il un document écrit qui précise la politique en matière de partenariat?

Il n'existe pas encore à l'heure actuelle mais la question a été évoquée lors du dernier comité, et ils sont d'accord sur le principe.

Que pensent les cantons non inclus dans le projet?

Nexpo est ouverte à tout le monde. A ce stade, des communes sont invitées activement pour avoir une représentation de la plupart des cantons, ainsi qu'un mélange entre les grandes et petites villes, et les villages. Mais cela ne veut pas dire que si elles font elles-mêmes la démarche elles seront refusées.

A combien de communes veulent-ils arriver?

Ils n'ont pas défini de chiffre. Il y en a 21 pour l'instant. Il y a aussi des communes qui s'engagent plus que d'autres, qui veulent absolument que quelque chose se passe chez eux, d'autres sont plus attentistes. A ce stade, les 10 villes d'origine restent les membres clés, et paient une vraie contribution financière. Elles pilotent principalement le projet. Les autres membres sont des membres associés qui paient une contribution symbolique, et qui seront partenaires. Cependant il n'y aura pas 500 sites. Les premières à les avoir rejoints sont Coire, Schaffhouse et Aarau; si elles veulent monter en puissance, elles devront payer plus. Les stations touristiques sont également très intéressées, car elles espèrent être sur la carte de l'exposition et bénéficier d'une partie des fonds fédéraux. Mais le but n'est pas non plus de s'éparpiller complètement. A ce stade la question est ouverte, et toute commune intéressée sera considérée.

Comment éviter une catastrophe de l'Euro 2020 concernant l'organisation et l'explosion des gaz à effet de serre liée aux transports?

La Suisse ce n'est pas l'Europe, les distances sont sensiblement plus petites. Au niveau de l'impact écologique, ils misent sur le train et le vélo ainsi que les partenariats avec les CFF et Suissemobile pour encourager les gens à aller visiter les différents endroits durant les week-ends et les vacances. Il y a aussi deux avantages à la décentralisation. Le premier est que cela limite le risque en cas de pandémie. Le second est au niveau de la sécurité et des risques d'attentats. De plus, puisque la durée n'est pas aussi restreinte qu'une compétition de football, il est possible d'aller voir les endroits sur une durée plus étendue en fonction de ses disponibilités.

Quel est l'intérêt d'ajouter cela à l'ensemble de l'offre que présente déjà Genève?

Selon M. Kanaan, l'offre culturelle de Genève est effectivement conséquente. La motivation partagée au sein de l'UVS est que ce soit une initiative qui vient des villes. La Suisse est un pays qui se reconstruit en permanence avec une identité forte à laquelle il faut être attentif. Les liens entre Genève et Saint-Gall, entre la montagne et la plaine, entre les villes et la campagne, ne sont pas évidents. Il y a eu des débats très durs sur l'initiative des pesticides, sur la question de la souveraineté alimentaire. Ces débats doivent avoir lieu, mais les villes doivent être plus valorisées en Suisse. L'UVS n'est pas une association spécialement militante, avec un comité très équilibré politiquement, mais tout le monde est d'accord sur le fait que les villes sont très peu reconnues. Quand la loi Covid a été instaurée par le Parlement fédéral, il y avait une discussion sur qui le Conseil fédéral devait consulter à chaque fois qu'il modifiait l'ordonnance. Tout le monde était d'accord sur le fait de consulter les Cantons et les faïtières économiques et syndicales, et lorsque le président de l'UVS, qui est conseiller national du Parti libéral-radical

a proposé que l'on consulte l'UVS, le Conseil des Etats l'a balayé. Cela montre le travail qu'il reste à mener à ce niveau. L'idée est de faire mieux reconnaître le poids économique, social et culturel des villes. L'avenir, ce sont les villes.

Y a-t-il une contrainte de temps?

La cible est 2028.

Y a-t-il une urgence de traiter cet objet au niveau de la commission des finances?

Ce serait bien qu'il soit traité le plus rapidement possible pour entrer dans l'exercice 2021.

Comment la répartition du financement entre les grandes villes se ferait-elle?

C'est au prorata de la population pour les 10 villes membres.

Quel est le sens du logo de Nexpo?

Le logo date de la première équipe de projet qui a voulu montrer de la rondeur et de l'inclusion, mais ce n'est pas un logo définitif.

Est-ce que les CFF vont sponsoriser une partie de l'événement?

Des négociations sont en cours pour un partenariat à plusieurs niveaux: du contenu sur la mobilité du futur, la mise en place de billets combinant l'entrée à la Nexpo et le trajet en train, la mise à disposition de bâtiments non utilisés ainsi que l'apport de leur énorme pouvoir communicatif. Traditionnellement, les CFF ont toujours été un des partenaires principaux des expositions nationales. Ils n'ont jamais payé en liquide mais en prestations propres. Au niveau du sponsoring, tant que le Conseil fédéral n'a pas déterminé, personne ne signera d'accord. Nexpo est en train de mettre en place des déclarations d'intentions avec les sponsors pour pouvoir montrer au Conseil fédéral qu'il y a un intérêt de la part de l'économie pour ce projet.

Est-ce que des contacts ont déjà été pris au niveau de la transition écologique?

M. Kanaan répond que les Villes se sont mises au travail sur leurs sujets respectifs récemment. Le Conseil administratif travaille sur sa stratégie d'urgence climatique, et les thématiques de base sont les mêmes dans toutes les villes, à savoir l'assainissement énergétique, la consommation alimentaire, la mobilité, etc. Ils échangent passablement d'idées sur ce qu'ils peuvent faire. L'exposition sera l'occasion de mettre l'accent dessus. Pour ces thématiques et pour le numérique, il y a un effet levier. S'il y a des moyens financiers importants de la Confédération, des Cantons ou d'autres partenaires, cela permettra de renforcer la recherche commune de solutions concrètes.

Cela signifie-t-il qu'il y aura des mutualisations de programmes avec les autres villes?

Oui.

Est-ce que les 50 000 francs sont déduits de l'argent demandé dans la proposition?

Ils sont déjà payés.

La somme demandée est-elle bien pour l'année 2021 et les trois ans à venir?

C'est jusqu'à fin 2022. Après c'est une nouvelle phase de financement. Cependant cela dépend aussi de la possibilité de maintenir cette phase telle qu'elle est prévue, si le projet se développe à la vitesse prévue par le plan de financement. Mais ce montant est prévu pour ces trois ans qui peuvent changer dans le temps. *(Note de la rapporteuse: la phase de consolidation était programmée initialement de 2020 à 2022 mais elle a été décalée sur 2021 à 2023 sans impact financier donc la somme demandée dans la proposition correspond à cette période.)*

Quel avait été le coût d'Expo.02?

Il était de 1,6 milliard de francs. Le budget total de Nexpo (inclus Confédération, Cantons, etc.) correspond à 60 millions de francs d'ici 2030.

Combien cela coûtera-t-il au bout?

Selon le magistrat, en ordre de grandeur, d'ici 2030, la somme totale pour la Ville serait d'environ 6 millions de francs dont une bonne partie en crédit d'investissement si Nexpo se réalise vraiment.

M^{me} Mengel ajoute que pour cette phase c'est 330 000 francs, puis sur la phase 2023-2025 c'est 250 000 francs puis 430 000 francs en 2026 et 2027. C'est à chaque fois par année. Ensuite, en 2028, c'est 2,8 millions de francs, mais ce sont des chiffres provisoires basés sur des estimations.

Que se passe-t-il si le Conseil fédéral choisit un autre projet?

Ils sont en correspondance avec M. Parmelin, et un des critères avancés est que le projet doit avoir un impact économique positif sur toute la Suisse; Nexpo est le seul projet qui répond à ce critère. Donc cela les rend très optimistes.

Est-ce que l'argent sera perdu dans le cas où le projet n'est pas choisi?

Ils sont aujourd'hui en phase de construction de candidature. Si le Conseil fédéral décide d'en faire une exposition, et que Nexpo n'est pas choisi, la question de faire quelque chose de plus léger tout en favorisant les projets communs a déjà été discutée au niveau de l'UVS. La stratégie serait de capitaliser sur ce qui

est construit, et de le faire en présentant un contenu plus modeste. Cependant, le projet étant dans une phase d'investissement, il y a une prise de risque.

Combien de temps cela durerait-il?

Il y aurait un point fort en 2028, mais des projets seront lancés peu à peu, le réseau de plus en plus dense, avec pour but qu'une partie des projets reste en place après coup.

Est-ce que le financement peut entrer dans le crédit d'investissement?

Pour M. Kanaan, il faudra voir si cela peut rentrer dans le crédit d'investissement, car il faut quand même qu'il y ait des projets d'équipement. Sinon, ce sera une contribution annuelle pendant un certain nombre d'années. Ils considèrent que c'est de l'investissement, car même si c'est difficile à chiffrer, la Ville est peut-être gagnante à long terme. Il y a une plus-value économique au niveau des touristes. Expo.02 a été bénéfique au niveau économique.

Qu'est-il prévu dans le cas où il n'y a pas d'investisseur privé ou que le Canton ne s'engage pas?

M. Kanaan répond qu'ils ont été très prudents sur les partenaires privés. Ils sont entre 10 et 20% selon les années, mais la clé c'est le Conseil fédéral. Pour Expo.02, la part des privés prévue initialement était presque à 50%, ce qui était clairement optimiste. Finalement, c'est tombé à 25% et le Conseil fédéral avec le Parlement avaient voté une rallonge assez conséquente pour compenser.

Y a-t-il bon espoir que ce soit le Conseil fédéral qui éponge au cas où cela se passe mal?

M. Kanaan répond par la positive. A ce stade, les contacts avec les sponsors sont très positifs et rendent optimistes. Le *forecast* est aussi très conservateur sur les rentrées potentielles liées à la vente de billets.

Ont-ils le sentiment que le Conseil fédéral est motivé pour une exposition nationale?

Selon M. Kanaan, il est motivé «à la suisse». La réalité institutionnelle de la Suisse fait que c'est parfois lent à se mettre en place, mais ils veulent évidemment une exposition nationale pour ce pays. La question c'est comment et par quel processus.

Comment comptent-ils faire au niveau de la billetterie?

Il faudrait un pass général pour faciliter l'accessibilité, tant au niveau pratique qu'au niveau financier. D'ici 2028 les choses vont évoluer. Un des défis de l'exposition est de rester flexible aux évolutions technologiques, et cela concerne notamment la billetterie.

Prises de position et vote

La commissaire du Parti libéral-radical indique que son groupe votera oui car ce n'est pas une somme considérable. C'est une exposition nationale qui peut ramener beaucoup de visiteurs. Il y en a eu plus de 10 millions en 2002 et, même en 1896, la gare avait été construite pour que tous les Confédérés puissent venir. Cela rapporte généralement des sommes importantes. Il est bien de songer à une exposition nationale et de donner les moyens à Nexpo pour poursuivre ses investissements. Ce serait dommage de leur mettre des bâtons dans les roues alors qu'ils n'en sont qu'au début.

Le commissaire du Parti socialiste indique que son groupe votera oui car c'est un projet très enthousiasmant et très suisse de par la décentralisation. Il y a aussi une question de temps, il faut donc aller assez vite.

Le commissaire du Mouvement citoyens genevois indique que son groupe votera ce projet malgré les inconnues.

Le commissaire du groupe des Vert-e-s indique que son groupe votera oui pour plusieurs raisons. La première est que ce crédit n'est pas très important. La deuxième raison, c'est le renforcement des réseaux des villes. Dans le contexte actuel, avec les difficultés de la Ville par rapport au Canton ou à la Confédération, c'est une très bonne chose de soutenir une initiative *bottom-up* et de valoriser ce que fait la Ville. Enfin, il y a également le côté fédérateur qui est intéressant.

La présidente explique qu'en tant que Suisse-allemande ayant toujours le souci de lier ces deux parties de la Suisse, elle considère que c'est intéressant de favoriser des projets permettant des rencontres différentes de celles plus institutionnelles. Elle avait vécu l'Exposition de 1964 de manière très forte car c'était la première fois qu'elle allait en Suisse romande. Elle votera oui, mais elle ne peut pas garantir le soutien de son groupe Ensemble à gauche.

La présidente passe au vote de la proposition PR-1466.

Par 14 oui (4 S, 3 Ve, 2 PDC, 3 PLR, 1 MCG, 1 EàG) et 1 abstention (UDC), la proposition est acceptée.